

LISIS

Laboratoire
Interdisciplinaire
Sciences
Innovations
Sociétés

Journée d'études « Les marchés des connaissances » 30 mai 2022 – LISIS – Noisy-le-Grand

Stéphanie Barral (LISIS), Henri Boullier (IRISSO), Emmanuel Kessous (AgroParisTech-LISIS)

Appel à contributions

Ce projet de journée d'études part du constat, à la fois empirique et théorique, que des croisements fructueux restent encore à faire entre la sociologie économique et la sociologie des sciences et des techniques. Sous l'angle empirique, on observe une recrudescence de nouveaux dispositifs orientés vers la valorisation économique de connaissances, qui restent sous-étudiés par la sociologie. Sous l'angle théorique, le marché peut être analysé comme un mécanisme de production et de sélection de connaissances. Si l'entité « marché » a fait l'objet d'investigations poussées en sociologie économique, la discipline s'est essentiellement intéressée aux connaissances nécessaires pour le fonctionnement des marchés, et peu aux effets des dynamiques marchandes sur la production de connaissances. La sociologie des sciences et des techniques, qui se préoccupe de façon centrale des objets techniques et des connaissances scientifiques, appréhende quant à elle le marché de façon plutôt périphérique, en particulier à travers ses effets sur les trajectoires technologiques. En repartant d'une relecture de la place des connaissances dans la sociologie économique, nous souhaitons stimuler des réflexions nouvelles sur ces nouveaux objets que nous appelons « les marchés des connaissances ».

Dans les années 1970, c'est en critiquant les modèles de l'économie néo-classique et donc à travers l'analyse des informations produites par le marché que se structurent les travaux de sociologie économique. On pense ici au modèle d'Harisson White (2002) selon lequel les entreprises « apprennent » du marché au fur et à mesure des différentes séquences : elles fixent un taux de marge et « regardent » comment se comporte la demande. C'est par itérations successives qu'elles déterminent si leurs positionnements qualité/prix sont tenables et construisent ainsi des « niches » dans le marché. A mesure que se renforce cette conception du marché, composé d'un ensemble hétérogène de prix et de qualités, les débats se focalisent sur les chaînes d'informations nécessaires pour appréhender les qualités (Spence, 1973). En se penchant sur le rôle des relations personnelles dans la recherche d'emploi, Granovetter (1973) montre comment la diffusion d'information au sein de réseaux sociaux sous-tend les appariements sur le marché du travail. Ce faisant, il théorise l'idée d'un encastrement social des relations marchandes ; les réseaux sociaux apparaissent comme des ressources potentielles pour acquérir des connaissances mises au service de l'échange marchand. En s'appuyant sur l'analyse du marché des voitures d'occasion, Akerlof (1970) insiste sur la nécessité de recourir aux instruments hors-marché pour produire l'information nécessaire aux transactions. Dans les années 1980, l'économie des conventions prolonge ces réflexions en se penchant sur les opérations cognitives et évaluatives pour apprécier la qualité des biens (Eymard-Duvernay, 1986). En faisant ce pas de côté, l'accent est mis sur les modes d'objectivation des qualités, ce qui conduit les auteurs à intégrer des considérations qui vont bien au-delà du marché (la sécurité des produits, les conséquences environnementales, les normes sociales...). L'information nécessaire au marché est intégrée dans un ensemble de valeurs et mécanismes institutionnels de production de connaissances qui le dépasse. Plus récemment, la notion d'agencement marchand (Callon, 2013) fait valoir l'idée que les

connaissances sont inscrites dans les réseaux sociotechniques : avec la complexification des biens et des services, la sociologie des sciences met en évidence le recours croissant à des connaissances d'ordre scientifique dans les marchés.

Depuis les années 2000, les connaissances deviennent le moteur attendu d'une nouvelle croissance du marché reposant sur l'innovation et les objets immatériels, avec le postulat fort que c'est de la production et la circulation des connaissances que pourra émerger un régime de croissance post-industriel (Castells 1998). A l'économie de la connaissance marchande affirmée notamment par la stratégie de Lisbonne s'oppose une conception non marchande de la société de la connaissance fondée sur la collaboration et les communs (Bauwens 2015, Aigrain 2005, Coriat 2015). Cette économie des connaissances s'accompagne de propositions critiques cherchant à caractériser l'avènement d'une nouvelle forme de capitalisme, qu'il soit « cognitif » (Moulier-Boutang, 2007), « académique » (Slaughter, Leslie, 1997), « technoféodaliste » (Durand, 2019) ou de « surveillance » (Zuboff, 2020). Les connaissances acquièrent alors un nouveau statut : il ne s'agit plus de mobiliser ou produire des connaissances pour le marché, qui fondent des règles, des conventions, des médiations marchandes, mais bien de produire et mettre en forme des données massives en vue de leur valorisation marchande.

Dans le prolongement de ces propositions, « l'économie de la connaissance » gagnerait, nous semble-t-il, à être appréhendée avec une plus fine granularité. Cette proposition part de l'observation de nombreuses organisations, privées ou associatives, dont l'activité marchande est fondée sur la valorisation économique de connaissances. On pense ici aux bureaux d'études, cabinets de conseils et autres organismes d'audit, d'évaluation ou de formation qui proposent des services fondés sur la maîtrise d'un ensemble de connaissances de type scientifiques, juridiques, pédagogiques ou encore managériales. Ces organisations prennent aujourd'hui une place de plus en plus importante dans tout un ensemble de domaines tels que les mondes économiques (Cardon, 2015), l'expertise et l'action publique (Ansaloni et Smith, 2017), la justice (Brayne & Christin, 2021), la médecine (Sismondo, 2018), l'enseignement (Harari-Kermadec et Moulin, 2015), l'agriculture (Fouilleux et Loconto, 2017), l'urbanisme, etc. sans que les conséquences locales et globales de cette production de connaissances ne soient clairement explicitées. Deux causes peuvent être esquissées pour expliquer ce recours marqué à l'échange marchand pour produire des connaissances : au-delà du constat d'un « tournant libéral » des sociétés occidentales marquant un rôle plus affirmé alloué au marché, les sociétés contemporaines sont traversées, d'une part par la prise en compte croissante des dimensions sanitaires, sociales, environnementales, appréhendées à travers les notions de risques et d'impact dont l'évaluation et la quantification sont confiées à des organisations spécialisées, d'autre part par la promesse du *big data* comme nouvel horizon de compréhension de nombreux domaines et de régulations associées qui requiert un traitement expert des données.

Le recours croissant à ces marchés témoigne d'un nouvel horizon de production de la connaissance, qui interroge la définition même des connaissances produites. Il ne s'agit plus ici de connaissances portant spécifiquement sur le marché ou sur la qualité des biens mais portant sur un spectre d'objets plus large et pouvant être mises en forme, codifiées, stockées, transmises, diffusées, vendues. Elles peuvent être relatives au corps, à la nature, aux habitudes de consommation, aux risques psychosociaux, aux produits chimiques ou encore aux médicaments, éventuellement produites à travers des cadres scientifiques mais valorisées à distance de l'institution scientifique, par des échanges marchands. Comment les opérateurs positionnés sur ces marchés sélectionnent-ils et valorisent-ils ces connaissances ? Comment les marchés des connaissances sont-ils organisés ? Quelles sont les finalités poursuivies à travers la valorisation économique des connaissances ? Alors qu'un nombre croissant de secteurs fait appel à des services marchands pour accéder à des connaissances fondant l'action ou la décision, un effort de recherche pour analyser les mécanismes à l'œuvre est requis pour comprendre comment ces marchés participent à transformer l'ordre social.

Partant de ces constats, nous souhaitons rassembler des propositions qui interrogent les marchés de connaissances comme un processus de production et de sélection de connaissances, en projetant les

effets bénéfiques de la mise en série de cas empiriques pour systématiser l'analyse de ces marchés. Plus précisément, nous souhaitons mettre à l'épreuve l'hypothèse selon laquelle l'analyse de l'organisation sociale du marché, dans sa pluralité, est déterminante pour appréhender les modalités de production des connaissances. On interroge ici les relations de concurrence entre les organisations positionnées sur l'offre ainsi que les rapports de force à l'œuvre lors des appariements marchands comme facteurs explicatifs au fondement de la mise en forme des connaissances produites. Qu'il s'agisse de se distinguer sur un marché concurrentiel, ou d'adapter les connaissances produites aux besoins des clients, le caractère marchand de la production de connaissances peut orienter le contenu même des services considérés.

Sont attendues des études portant sur des marchés des connaissances articulés à différents secteurs économiques ou institutionnels, sans préconisation de grille théorique particulière. Afin d'explorer l'hypothèse de cet appel et de stimuler les discussions transversales, nous attendons des propositions fondées sur des enquêtes empiriques, qui étayent les quatre entrées analytiques suivantes :

- **Les finalités et la genèse des processus** : quelles sont les missions déléguées au marché ? Quels sont les objectifs de la production de connaissances par le marché ? Pourquoi le recours au marché est-il privilégié et depuis quand ? Ces marchés sont-ils associés à des mécanismes institutionnels publics de production de connaissance ? Et sous quelles formes ?
- **Les acteurs du marché** : Quelles sont les organisations positionnées sur l'offre de ce marché ? Observe-t-on une certaine similitude ou au contraire une diversité d'organisations (bureaux d'études, associations, laboratoires publics) ? Comment s'influencent-elles ou se distinguent-elles les unes par rapport aux autres ? Qui a recours à ces dispositifs ? Quels sont les critères de sélection d'une offre en particulier ?
- **La qualité scientifique des données** : Comment sont produites et validées les connaissances ? A partir de quels outils, méthodes, savoirs ou encore savoir-faire ? Comment les connaissances sont-elles sélectionnées ou marginalisées ? Quels sont les gages de robustesse, de qualité des connaissances produites ? Sur quoi repose leur légitimité ou la critique à leur égard ? Quels sont les instruments marchands et non marchands de jugement de leur qualité ?
- **La dynamique sociale** : Quels sont les effets du recours au marché pour produire des connaissances ? Quels sont les appariements privilégiés ? Quelles sont les connaissances, les formes d'objectivité sous-jacentes ? Quelles sont les hiérarchies qui découlent d'un tel processus ? Comment sont-elles mobilisées dans la production d'un ordre social qu'il soit marchand, institutionnel, managérial ou encore juridique ? Le cas échéant, à quelles résistances la mise en marché des connaissances fait-elle face, comment et pour quelles raisons ?

Résumés d'une page environ (organisés autour du thème de la proposition, la méthode, les grands résultats) à envoyer avant le 19 décembre 2021 aux trois organisateurs :

stephanie.barral@inrae.fr

henri.boullier@dauphine.psl.eu

emmanuel.kessous@agroparistech.fr

Retour des organisateurs le 15 janvier 2022

Envoi de communications rédigées (40 à 50 000 signes) pour le 2 mai 2022

Journée d'études : le 30 mai 2022 au LISIS (CNRS/INRAE/Univ. G. Eiffel) – 2 Allée Jean Renoir, 93160 Noisy-le-Grand

Bibliographie

- Aigrain P. (2005) *Cause commune. L'information entre bien commun et propriété*, Paris, Fayard.
- Akerlof G.A. (1970) 'The market for 'lemons': qualitative uncertainty and the market mechanism, *Quarterly Journal of Economics*, 84(3), 488-500.
- Ansaloni, M., & Smith, A. (2017). Des marchés au service de l'État ? *Gouvernement et action publique*, 6(4), 9-28.
- Bauwens, M. (2015). *Sauver le monde. Vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer*. Paris, Les Liens qui libèrent.
- Boutang, Y. (2007). *Le capitalisme cognitif*. Paris, Editions Amsterdam.
- Brayne, S., & Christin, A. (2021). Technologies of crime prediction: The reception of algorithms in policing and criminal courts. *Social Problems*, 68(3), 608-624
- Callon M. (2013), « Qu'est-ce qu'un agencement marchand ? », in Callon M. et al. (dir.), *Sociologie des agencements marchands*, Paris, Presses des Mines, 325-440.
- Cardon, D. (2015). *A quoi rêvent les algorithmes. Nos vies à l'heure des Big data*. Paris, Le Seuil.
- Castells, M. (1998) *La société en réseaux*. Paris, Fayard.
- Coriat, B. (2015). *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*. Paris, Les Liens qui libèrent.
- Durand, C. (2020). *Technoféodalisme: Critique de l'économie numérique*. Paris, Zones.
- Eymard-Duvernay F. (1986). La qualification des produits, in Salais R., Thévenot L. (dir.) *Le Travail. Marché, règles, conventions*, Paris, INSEE Economica. 239-247.
- Fouilleux, E., & Loconto, A. (2017). Dans les coulisses des labels: régulation tripartite et marchés imbriqués. *Revue française de sociologie*, 58(3), 501-531.
- Granovetter, M. S. (1973). The strength of weak ties. *American journal of sociology*, 78(6), 1360-1380.
- Harari-Kermadec, H., & Moulin, L. (2015). Postface: De la mise en concurrence à la mise en marché de l'enseignement supérieur. *Formation emploi. Revue française de sciences sociales*, (132), 91-103.
- Sismondo, S. (2018). *Ghost-managed medicine: Big pharma's invisible hands*. Manchester, Mattering Press.
- Slaughter, S., & Leslie, L. L. (2001). Expanding and Elaborating the Concept of Academic Capitalism. *Organization*, 8(2), 154-161.
- Spence M. (1973) Job Market Signaling, *The Quarterly Journal of Economics*, 87(3), 355-374.
- White H.C. (2002) *Markets from Networks: Socioeconomic Models of Production*. Princeton, Princeton University Press.
- Zuboff, S. (2020). *L'Âge du capitalisme de surveillance*. Honfleur, Zulma.